Jean-Noël Jouzel, *Pesticides. Comment ignorer ce que l'on sait*

Laurent Herment

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesrurales/27839>

DOI : [10.4000/etudesrurales.27839](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.27839)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2021

Pagination : 156-159

ISBN : 978-2-7132-2892-6

Référence électronique

Laurent Herment, « Jean-Noël Jouzel, *Pesticides. Comment ignorer ce que l'on sait* », *Études rurales* [En ligne], 208 | 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 06 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/27839> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.27839>

la question émerge : la recherche continue des points communs n'a-t-elle pas été un moyen redoutablement efficace d'ajuster les différences ?

Raphaël Morera,
historien, chargé de recherche, CNRS,
Centre de recherches historiques
(UMR 8558), Paris

Jean-Noël Jouzel,

Pesticides. Comment ignorer ce que l'on sait,
Paris, Presses de Sciences Po, 2019, 261 p.

L'ouvrage de Jean-Noël Jouzel constitue un jalon important dans l'historiographie consacrée aux pesticides. Le titre peut faire songer aux travaux anglo-saxons inspirés de l'agnologie. Mais, plus que la fabrique de l'ignorance, c'est le problème de la négation de l'évidence qui est au cœur de l'ouvrage. En effet, ni les stratégies de dissimulation des firmes, si déplorables soient-elles, ni l'attitude équivoque des instances d'homologation et, parfois, celle des victimes n'expliquent, à elles seules, l'usage persistant des pesticides. L'auteur s'intéresse au dévoilement des mécanismes qui permettent d'« ignorer ce que l'on sait » et à la résilience de ces mécanismes. « L'enjeu [...] n'est pas seulement de comprendre la genèse » de la fiction de l'hygiène agricole qui permet d'affirmer que les dangers que représentent les pesticides sont contrôlables, « mais également d'expliquer comment cette fiction » peut « résister à l'épreuve du temps et à la production de données alternatives » qui la « fragilisent et

nourrissent les contestations dont les pesticides font l'objet » (p. 22).

La première partie de l'ouvrage est consacrée à l'émergence et à la contestation, aux États-Unis, d'un régime de savoir sur les risques associés à l'usage des pesticides. Les essais menés par le Public health service et repris par l'United states department of agriculture (USDA) permettent d'affirmer que, dans des conditions « normales » d'utilisation, les dangers de contamination sont très faibles, voire inexistant, pour les travailleurs manipulant ces produits et, si l'on respecte un délai raisonnable après épandage, pour les consommateurs. Pour les agriculteurs et les manipulateurs, la prévention des risques est donc une affaire individuelle. Il suffit qu'ils se conforment aux prescriptions sur l'étiquette pour minimiser les risques. Quant aux autres populations et à l'environnement des parcelles traitées, ils seraient totalement hors de danger.

Les études toxicologiques (menées par des toxicologues et des entomologistes), mettant en évidence que la

contamination se fait essentiellement par la peau, donnent toutefois lieu à des débats. À la fin des années 1960, l'expertise de l'USDA est remise en question notamment à cause de son soutien sans faille à l'industrie. Le deuxième chapitre nous éclaire sur les conditions de cette remise en question. Les risques de contamination ne concernent pas uniquement les personnes qui préparent et épandent les pesticides. La contamination a lieu après l'épandage comme l'indiquent les cas d'intoxication de la main-d'œuvre agricole immigrée qui travaille en réentrée dans les vergers et les vignes californiennes. Cela signifie que non seulement l'épandage des pesticides doit être accompagné de grandes précautions, mais aussi que leurs résidus représentent un danger pour la santé, parfois longtemps après l'épandage, leur nocivité augmentant avec le temps. Les travaux menés pour mesurer et expliquer cette dangerosité remettent en cause les procédures simples et ingénieuses des mesures de la contamination créées dans les années 1950. De nombreux facteurs doivent être pris en compte, dont les conduites individuelles. Mais, contrairement aux firmes et à l'USDA, les chercheurs qui s'intéressent à ces questions n'incriminent pas le manque d'attention des salariés agricoles mais les conditions de travail et la recherche de productivité qui les poussent à se mettre en danger.

Finalement, après d'intenses débats dans les années 1970-1980, le point de vue défendu par les firmes va s'imposer. Selon elles, ce sont les conduites individuelles des travailleurs

agricoles qui permettent d'expliquer le niveau d'exposition. Comme seules les firmes ont les moyens de financer des recherches sur cette question complexe, elles bénéficient d'un avantage sur toutes les autres parties prenantes au débat. Elles vont «exclure [entre autres] les données recueillies sur des sujets dont le comportement n'a pas été conforme aux prescriptions mentionnées sur l'étiquette». Dès lors, le «script des bonnes pratiques agricoles [est converti] en paramètre des mesures expérimentales de l'exposition» (p. 118). Cela permet d'écarter, comme non pertinentes, les études montrant que les vergers sont des environnements complexes et celles qui examinent les comportements effectifs des salariés agricoles au moment de la préparation des produits, de leur épandage ou des travaux après l'épandage (lors de la phase de réentrée).

La seconde partie de l'ouvrage, consacrée aux décennies 1990-2010 (dates rondes), concerne le cas français. Ici, comme dans tous les pays développés, les pesticides représentent l'un des piliers de la modernisation de l'agriculture. Contrairement à l'arboriculture américaine, les exploitations françaises emploient peu de salariés agricoles, sauf dans les vignobles, dans la fruiticulture et le maraîchage. C'est souvent l'exploitant ou le couple d'exploitants, éventuellement un salarié, qui est susceptible d'être contaminé lors des phases de mélange, d'épandage et de réentrée après épandage. Or, le syndicalisme agricole français porte le projet de modernisation de l'agriculture et défend l'usage

des pesticides. Enfin, plus problématique encore, les données américaines sur les voies de contamination (par la peau en particulier) et sur les scénarios de contamination (délais de réentrée) sont ignorées par les experts français. Ainsi, la compréhension des processus de contamination a très peu progressé en France. C'est finalement, entre 1985 et 1995, dans le cadre des négociations commerciales (Uruguay Round) et de la mise en place du marché unique, que les savoirs américains se diffusent. En France, peut-être plus que dans d'autres pays, les industriels sont les seuls à réellement maîtriser la problématique de la contamination et les problèmes soulevés par sa mesure, ce qui leur octroie longtemps un avantage décisif.

La contestation des fondements du cadre réglementaire de l'autorisation de mise sur le marché des pesticides va venir de l'épidémiologie, en particulier grâce aux travaux de P. Lebailly et I. Baldi. Si dans un premier temps, ils ne reçoivent que peu de soutien, à partir des années 2000 ils parviennent à faire financer le programme Pestexpo, qui va leur permettre de contester les résultats avancés par les industriels. En utilisant des modes de quantification de l'exposition des travailleurs aux pesticides proches de ceux utilisés depuis les années 1950 outre-Atlantique (comme le patch), ils tentent d'apprécier les niveaux d'exposition dans des conditions réalistes. Ils découvrent alors, ce qui n'était pas leur but, que les niveaux d'exposition revendiqués par les industriels sont nettement sous-estimés. C'est précisément la mise « en lumière

du caractère fictionnel des principes de l'usage contrôlé des pesticides » (p. 189) qui, tout en déstabilisant les routines de l'évaluation des risques, permet, au moins dans un premier temps, de disqualifier leurs résultats. Dans un second temps, cette démarche facilite une meilleure prise en compte de la gestion des risques professionnels et l'organisation de formations pour sensibiliser les agriculteurs. Il ne faut toutefois pas surestimer l'effet de l'enquête Pestexpo. En effet, « la perspective fonctionnelle qui cherche à corriger les dysfonctionnements constatés » (p. 192) dans la mesure de l'exposition aux risques est « constamment menacée par le retour souterrain des attitudes morales » (p. 194), qui font des bonnes pratiques agricoles l'étalon de mesure privilégié des risques.

Dans le dernier chapitre, Jouzel analyse le rôle des lanceurs d'alerte en s'appuyant sur les travaux de la sociologie pragmatique. C'est par le biais du questionnement sur l'efficacité des équipements individuels de protection qu'Alain Garrigou entend, sur la base des résultats de Pestexpo, informer l'administration sur les risques encourus par les agriculteurs. Cette alerte s'inscrit dans un double mouvement d'agencification et de concurrence entre administrations qui se solde par un recul des intérêts liés à la politique de modernisation productiviste de l'agriculture. Une fois de plus, après de multiples aléas, c'est la « foi dans le possible usage contrôlé » (p. 221) des pesticides qui reprend le dessus. Finalement, les conditions de l'autorisation de mise sur le marché (c'est-à-dire le respect des bonnes pratiques) restent le critère

d'évaluation des risques d'exposition. On en vient donc, comme depuis plus de 50 ans, à considérer que «le script des bonnes pratiques agricoles» constitue le paramètre central de la mesure de l'exposition aux pesticides... Ce qui conduit à la «neutralisation des données gênantes» (titre du chap. 6).

La lecture de cet ouvrage est particulièrement éclairante. Elle permet de mettre en perspective l'autorisation à titre provisoire de différents pesticides au nom de la sauvegarde de l'agriculture. L'auteur ne cache pas qu'il porte un regard critique sur l'usage des pesticides. Sa démonstration est d'autant plus convaincante qu'elle n'utilise pas le mode de la dénonciation. En plaçant au centre de l'analyse les conditions de la mise en marché des pesticides et les critiques qu'elles suscitent, il nous permet de mieux comprendre

«comment [on peut] ignorer ce que l'on sait» et comment, en définitive, la fiction de la norme de comportement – érigée en règle d'évaluation de la contamination – l'emporte sur la réalité. Cet ouvrage, passionnant, souffre de quelques menus défauts qui ne remettent pas en cause son importance. L'auteur fait, par exemple, souvent référence à la notion de «ferme» au lieu «d'exploitation» ou «d'exploitation agricole». L'historien ruraliste ne saurait confondre les «farms» avec les «fermes». Comme quoi, l'influence américaine ne vaut pas que pour les modalités d'évaluation des risques liés à l'usage des pesticides. Rien de très grave en somme.

Laurent Herment,
historien, chargé de recherche,
CNRS, Centre de recherches historiques
(UMR 8558), Paris

Claas Kirchhelle,

Pyrrhic progress.

The history of antibiotics in Anglo-American food production,

New Brunswick, Rutgers University Press

(«Critical issues in health and medicine»), 2020, 450 p.

Dans *Pyrrhic progress*, l'historien Claas Kirchhelle s'intéresse à l'usage exponentiel des antibiotiques aux États-Unis et en Grande-Bretagne, et au développement du problème de l'antibiorésistance, entre 1945 et aujourd'hui. L'originalité de l'ouvrage

tient au fait qu'il retrace la genèse d'une dépendance presque absolue aux antibiotiques vétérinaires, là où l'essentiel des travaux existants, comme ceux de S. H. Podolsky, se sont limités à leurs usages en santé humaine.